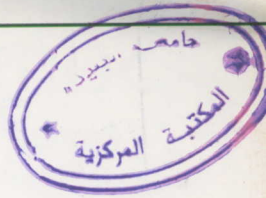


DROIT ADMINISTRATIF



N° 6 - JUIN 2009

48^e ANNÉE - ISSN 0419-7461

Notamment ce mois-ci :

> COMMENTAIRES

90 Fonction publique

Impartialité et non-discrimination dans les concours (CE, 10 avr. 2009)

par Antony TAILLEFAIT, Mcf-Hdr, doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion de l'université d'Angers (p. 28)

92 Référé en matière contractuelle

Transposition de la nouvelle directive « recours » : du référé précontractuel au référé contractuel

par Thomas PEZ, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas (Paris II) (p. 31)

93 Régulation des services audiovisuels

Contribution à la détermination du régime juridique de la régulation

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY (p. 38)

94 Urbanisme

Quelles sont les obligations pesant sur le juge de premier ressort lorsqu'il annule pour excès de pouvoir un acte intervenu en matière d'urbanisme ?

(CE, sect., 8 avr. 2009)

par Fabrice MELLERAY (p. 41)

SOUS LA DIRECTION DE :

Jean-Bernard AUBY

COMITÉ DE RÉDACTION :

Michel BAZEX, Paul LIGNIÈRES, Fabrice MELLERAY, Rozen NOGUELLOU

Repère 6

Alertes 38 à 45

Études 11 et 12

Commentaires 83 à 96

Fiche pratique 4

Droit administratif

12 La preuve devant le juge administratif

Étude par Hervé de GAUDEMAR,

maître de conférences à l'université Panthéon-Assas (Paris II) (p. 12)

La part attendue des parties dans l'établissement de la vérité judiciaire fait difficulté dans un système inquisitorial comme l'est celui du contentieux administratif. Dans un tel système, la charge de la preuve n'est pas déterminante en elle-même pour l'établissement de la vérité, mais la vérité dépend des parties à travers la dialectique de la preuve qui s'organise entre elles.

Statistique publique

11 Les dernières réformes de la statistique publique : entre transparence et secret

Étude par Olivia BUI-XUAN, maître de conférences en droit public à l'université d'Évry-Val d'Essonne (p. 6)

Contrats administratifs

4 Quels documents « marchés » les personnes publiques soumises ou non au Code des marchés publics doivent-elles communiquer au titre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée aux candidats et soumissionnaires ?

Fiche pratique par Aymeric RUELLAN, juriste en droit public, chargé d'enseignement en droit des marchés publics en universités (p. 45)

Droit administratif

6 L'unité du droit

Repère par Jean-Bernard AUBY (p. 1)

Sommaire

P. 1 Repère

L'unité du droit n° 6

P. 3 Alertes

n° 38 à 45

P. 6 Études

Les dernières réformes de la statistique publique : entre transparence et secret n° 11

La preuve devant le juge administratif n° 12

Commentaires

P. 21 Communication

● Audiovisuel

Pluralisme politique dans les médias : la question des interventions présidentielles n° 83

● Télécommunications

Les conditions dont sont assorties les autorisations de fréquences n° 84

P. 23 Contrats

● Délégations de service public

Dans quelles conditions une loi nouvelle s'applique-t-elle immédiatement aux contrats administratifs en cours ? n° 85

● Marchés

Marchés des sociétés d'autoroutes et changement de critères d'attribution n° 86

P. 26 Élections

● Élections locales

Conséquences des irrégularités commises dans un bureau de vote n° 87

L'interdiction des soutiens financiers de personnes morales n° 88

P. 27 Environnement

● Participation des citoyens

Effets de la convention d'Aarhus et de la charte de l'environnement n° 89

P. 28 Fonction publique

● Recrutement

Impartialité et non-discrimination dans les concours n° 90

● Carrière

Intérêt du service et prises de position publique d'un fonctionnaire n° 91

P. 31 Procédure

● Référé en matière contractuelle

Transposition de la nouvelle directive « recours » : du référé précontractuel au référé contractuel n° 92

P. 38 Services publics et régulations

● Régulation des services audiovisuels

Contribution à la détermination du régime juridique de la régulation n° 93

P. 41 Urbanisme

● Contentieux

Quelles sont les obligations pesant sur le juge de premier ressort lorsqu'il annule pour excès de pouvoir un acte intervenu en matière d'urbanisme ? n° 94

● Préemption

La nécessité de l'existence d'un projet justifiant la préemption n° 95

● Parcs naturels régionaux

À propos du statut juridique des chartes des parcs naturels régionaux n° 96

P. 45 Fiche pratique

Quels documents « marchés » les personnes publiques soumises ou non au Code des marchés publics doivent-elles communiquer au titre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée aux candidats et soumissionnaires ? n° 4

Index

Actes administratifs		Élections		Révision générale des politiques publiques	
Circulaires alerte 38		Élections locales comm. 87, 88		Mise en œuvre alerte 45	
Collectivités territoriales		Environnement		Services publics et régulations	
Fonds de compensation de la TVA alerte 41		Autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable alerte 43		Régulation des services audiovisuels comm. 93	
Réforme des collectivités territoriales alerte 40		Participation comm. 89		Statistique publique	
Communication audiovisuelle		Étrangers		Réformes étude 11	
Pluralisme politique comm. 83		Procédure de naturalisation alerte 44		Télécommunications	
Contrats		Fonction publique		Autorisations de fréquences comm. 84	
Loi nouvelle comm. 85		Mesures personnelles comm. 91		Transports	
Marchés comm. 86		Recrutement comm. 90		Transport ferroviaire alerte 39	
Contrats administratifs		Procédure		Urbanisme	
Procédure de passation prat. 4		Directive recours comm. 92		Contentieux comm. 94, 95	
Droit administratif		Procédure administrative		Parcs naturels régionaux comm. 96	
Unité du droit repère 6		Preuve étude 12		Préemption comm. 95	
Droit communautaire					
Aides d'État alerte 42					